

Afrique

Commerce africain : des défis à relever mais des opportunités à saisir grâce à l'augmentation des flux intra-régionaux



DP WORLD

Le PIB africain devrait croître de 3,3 % en 2024,¹ grâce aux investissements dans les hydrocarbures et les minerais essentiels. Tout comme le PIB, les exportations et les importations d'Afrique devraient également augmenter, respectivement de 4,1 % et 3,1 %, en 2024. Ces tendances ont été confirmées par notre enquête auprès des chefs d'entreprise en Afrique, qui indiquent que les exportations et les importations de leurs entreprises augmenteront en 2024 par rapport à 2023. Les opportunités de croissance en Afrique découlent de l'expansion rapide de la classe des consommateurs en raison de la jeunesse de la population et des perspectives de croissance positives. Cela offrira de nombreuses possibilités aux entreprises qui opèrent actuellement dans la région ou qui souhaitent le faire.

Alors que les prévisions de 2024 donnent un ton optimiste pour la région, certaines économies majeures, telles que le Nigeria et l'Égypte, restent dans les prises d'une spirale inflationniste et d'une dette publique non durable.² En fait, les répondants à l'enquête citent l'incertitude économique et l'inflation entraînant une hausse des coûts des intrants comme leur

principale préoccupation concernant les limites à l'augmentation des importations de leurs entreprises. Cela peut entraîner une augmentation des prix de la main-d'œuvre et des intrants dans le pays pour les entreprises.

En ce qui concerne les exportations, les répondants sont surtout préoccupés par les mouvements défavorables des taux de change qui les empêchent d'augmenter la valeur de leurs exportations. Au cours de l'année écoulée, les monnaies des économies subsahariennes, en particulier celles dont le régime est flottant, se sont affaiblies par rapport au dollar américain (monnaie dominante pour la facturation des échanges et la dette extérieure). Cela a entraîné une inflation plus élevée, des charges d'endettement importantes et, plus important encore, des soldes commerciaux plus faibles.³ Ces mouvements de change défavorables peuvent éroder les marges commerciales, en particulier pour les entreprises produisant dans les pays africains qui ont connu une dépréciation de leur monnaie nationale par rapport au dollar, mais qui exportent leurs produits vers les marchés internationaux.

Figure 1a : Selon vous, quelles seront les principales contraintes auxquelles votre entreprise devra faire face pour augmenter ses exportations (recettes des ventes internationales) en 2024 ?

Il a été demandé aux répondants de sélectionner jusqu'à deux réponses

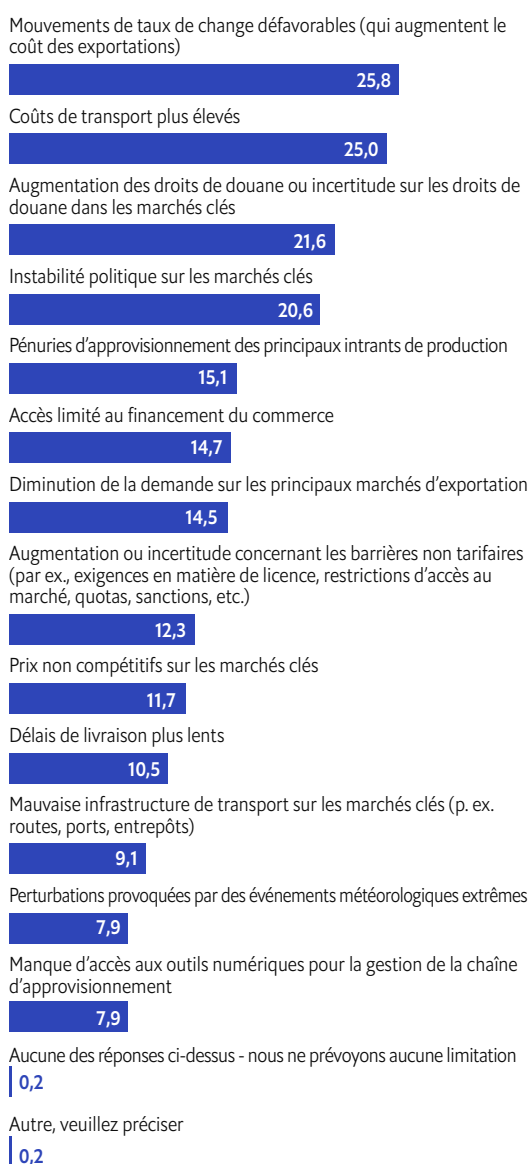
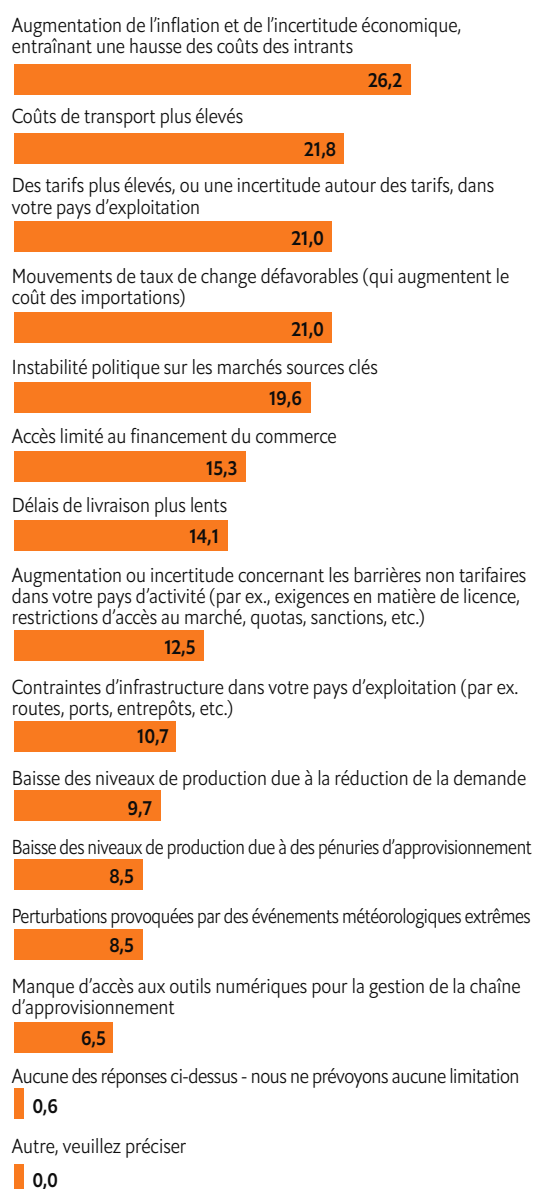


Figure 1b : Selon vous, quelles seront les principales contraintes auxquelles votre entreprise sera confrontée en cas d'augmentation des importations (achats d'intrants à l'exclusion de la main-d'œuvre) en 2024 ?

Il a été demandé aux répondants de sélectionner jusqu'à deux réponses



Source : Enquête Le Commerce en Transition Economist Impact, réalisée entre septembre et novembre 2023.

Le commerce intra-africain est en hausse

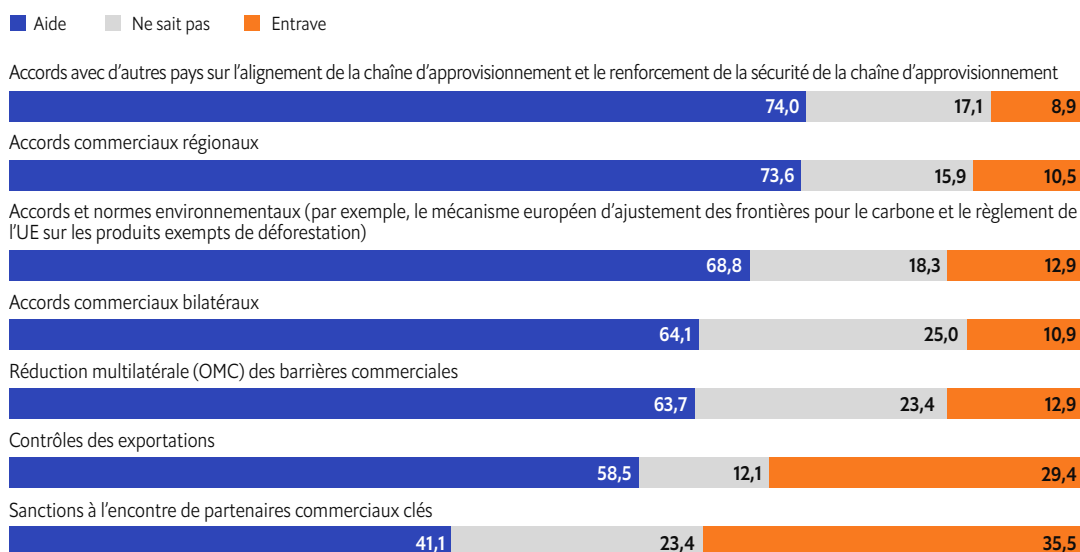
L'un des événements les plus importants pour le commerce africain est l'augmentation des échanges au sein de la région, suite à la ratification de l'Accord de Libre-Échange Continental Africain (AfCFTA). L'AfCFTA devrait stimuler le commerce intra-africain de 52,3 % d'ici 2025, augmentant le revenu de l'Afrique jusqu'à 450 milliards USD d'ici 2035.⁴ En effet, il existe des preuves solides du rôle de plus en plus important du commerce intra-régional pour les entreprises basées en Afrique. La majorité (74 %) des dirigeants d'entreprise interrogés en Afrique estiment que des actions du secteur public telles

que la stimulation des accords commerciaux régionaux ont aidé à leurs stratégies de chaîne d'approvisionnement dans la région.

À la lumière de l'AfCFTA, les dirigeants du continent s'attendent à une croissance du commerce intrarégional en 2024. Parmi les dirigeants interrogés, 28 % s'attendent à ce que l'Afrique subsaharienne soit leur troisième marché le plus important, après l'Europe et l'Amérique du Nord, en 2024, contre 19 % l'année précédente.

Figure 2 : Les actions gouvernementales suivantes aident-elles ou entravent-elles la stratégie de chaîne d'approvisionnement de votre entreprise ?

Les répondants ont été invités à sélectionner une réponse pour chaque catégorie



Source : Enquête Le Commerce en Transition Economist Impact, réalisée entre septembre et novembre 2023.

⁴ ElGanainy, Asmaa A et al. « Trade integration in Africa: Unleashing the continent's potential in a changing world. » (« Intégration commerciale en Afrique : libérer le potentiel du continent dans un monde en mutation. ») [https://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2023/05/03/Trade-Integration-in-Africa-Unleashing-the-Continent-s-Potential-in-a-Changing-World-529215]

Les défis en matière de capital demeurent, mais les opportunités sont nombreuses

L'un des plus grands défis pour les entreprises africaines est de trouver des capitaux. Selon Dimitry Grozoubinski, fondateur et directeur d'ExpliqueTrade, « les entreprises africaines ont les idées et elles ont même les produits que les gens veulent acheter, mais pour collecter des fonds en Afrique, votre discours doit être 30 fois plus convaincant que si vous le faisiez dans la Silicon Valley. Et même dans ce cas, les chances de se retrouver un jour dans une pièce avec quelqu'un prêt à fournir le capital nécessaire sont nettement plus faibles. » Les raisons en sont liées au risque et au retour sur investissement. Les capitaux à investir en Afrique sont moins importants qu'aux États-Unis ou en Europe.

« Si j'étais PDG en ce moment, j'essaierais de trouver des pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique où la corruption n'est pas trop endémique pour investir. »

William Reinsch, président de Scholl chargé des affaires internationales, CSIS

« Les entreprises africaines ont les idées et elles ont même les produits que les gens veulent acheter, mais pour collecter des fonds en Afrique, votre discours doit être 30 fois plus convaincant que si vous le faisiez dans la Silicon Valley. Et même dans ce cas, les chances de se retrouver un jour dans une pièce avec quelqu'un prêt à fournir le capital nécessaire sont nettement plus faibles. »

Dimitry Grozoubinski, fondateur et directeur, ExplainTrade

En outre, les capitaux européens sont historiquement très peu enclins à prendre des risques et sont plus susceptibles de rester en Europe en raison des inquiétudes concernant la stabilité politique et les niveaux élevés de corruption sur les marchés africains. Dans le même temps, aux États-Unis, la forte concurrence intérieure pour les investissements et une base importante d'entrepreneurs font que la plupart des capitaux américains restent sur ce marché. Les petites entreprises africaines ont également peu de chances d'attirer les capitaux chinois en raison de leur manque d'envergure, car « les capitaux chinois investissent dans une autoroute, pas dans une jeune entreprise courageuse montée dans un garage », commente M. Grozoubinski. Cependant, même s'il existe des risques, les entreprises doivent être conscientes des opportunités en Afrique. William Reinsch, président de Scholl chargé des affaires internationales chez CSIS, déclare : « Si j'étais PDG en ce moment, j'essaierais de trouver des pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique où la corruption n'est pas trop endémique pour investir ».

Figure 3a : En 2024, quelle région du monde contribuera le plus au chiffre d'affaires international de votre entreprise - Exportations

Il a été demandé aux répondants de sélectionner jusqu'à trois réponses

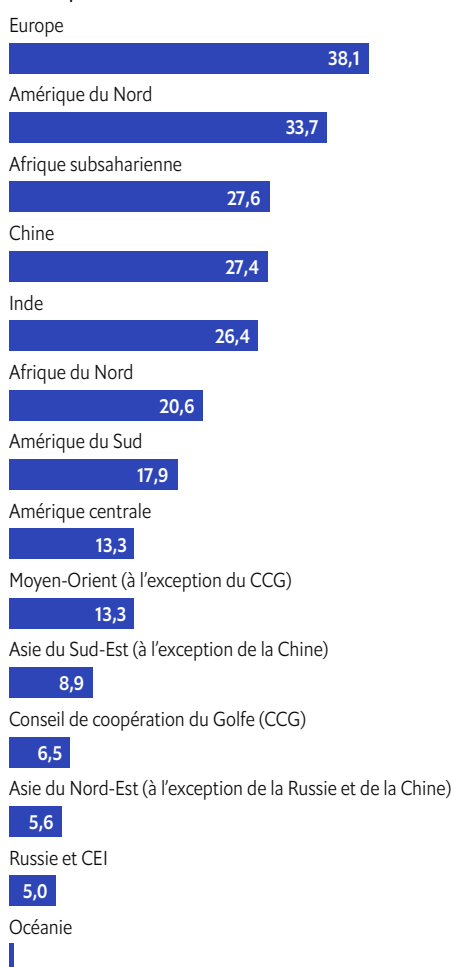


Figure 3b : En 2024, quelle région du monde contribuera le plus à la valeur des achats de votre entreprise - Importations (achats d'intrants hors main-d'œuvre)

Il a été demandé aux répondants de sélectionner jusqu'à trois réponses



Source : Enquête Le Commerce en Transition Economist Impact, réalisée entre septembre et novembre 2023.

La technologie peut aider à surmonter les obstacles à la facilitation des échanges et à la stabilité politique

Si l'AfCFTA contribuera à réduire considérablement les barrières tarifaires, la facilitation des échanges se heurte encore à un certain nombre de difficultés. À savoir, des barrières non tarifaires élevées, des infrastructures médiocres, la corruption et des procédures douanières et bureaucratiques complexes. Cela se traduit par des délais et des coûts de transport plus élevés. Le transport de marchandises en Afrique peut être jusqu'à quatre fois plus cher que dans d'autres régions.⁵ En fait, des coûts de transport plus élevés sont cités comme la deuxième limitation majeure à laquelle les entreprises sont confrontées

lorsqu'elles augmentent leurs ventes à l'exportation et à l'importation (voir Figure 1). M. Grozoubinski souligne les difficultés de facilitation des échanges commerciaux sur le continent africain, car « les structures établies et les incitations pour que les régulateurs des pays africains puissent communiquer entre eux n'ont pas été effectivement mises en place à grande échelle. En outre, il faut un deuxième camion rempli de paperasserie pour transporter chaque camion à travers l'Afrique en raison des différences de formulaires douaniers et de procédures bureaucratiques entre les pays. »



« [Les difficultés de la facilitation des échanges sur l'ensemble du continent africain sont dues au fait que] les structures établies et les incitations pour que les régulateurs des pays africains se parlent n'ont pas été mises en place de manière efficace à grande échelle. En outre, il faut un deuxième camion rempli de paperasserie pour transporter chaque camion à travers l'Afrique en raison des différences de formulaires douaniers et de procédures bureaucratiques entre les pays. »

Dimitry Grozoubinski, fondateur et directeur, ExplainTrade

⁵ The Economist. « Africa's ambitious trade plan needs to speed up. » (« Le plan commercial ambitieux de l'Afrique doit s'accélérer. ») [<https://www.economist.com/leaders/2022/03/26/africas-ambitious-trade-plan-needs-to-speed-up>]

En réponse à ces défis, nous voyons des entreprises africaines investir dans la technologie et tirer parti de l'utilisation d'outils numériques pour surmonter les problèmes critiques. Par exemple, l'augmentation de l'utilisation d'outils numériques pour une meilleure gestion des stocks est citée comme la stratégie principale (38 %) pour réduire les coûts globaux du commerce et de la chaîne d'approvisionnement en Afrique. Si les entreprises peuvent investir dans leur chaîne d'approvisionnement, il sera essentiel de relever les défis systémiques pour continuer à stimuler le commerce et la croissance économique en Afrique.

Les coups d'État récents en Afrique, plus récemment au Burkina Faso, au Niger et au Gabon, présentent d'autres risques pour la stabilité politique et l'investissement dans la région. D'une part, ils peuvent assécher le soutien politique de l'AfCFTA. D'autre part, les sanctions économiques imposées par l'Union Africaine suite aux coups d'État isolent les économies et entravent l'intégration du marché.⁶ En 2024, le risque de nouveaux coups d'État reste élevé, en particulier dans les régions du Sahel et de l'Afrique centrale, qui sont essentielles pour l'approvisionnement en ressources minérales. Les entreprises doivent prendre en compte ces risques dans leurs investissements lorsqu'elles opèrent sur le continent et continuer à renforcer la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement pour se couvrir contre l'instabilité de la région.

Figure 4 : Parmi les stratégies suivantes, lesquelles ont été les plus efficaces pour réduire les coûts globaux du commerce et de la chaîne d'approvisionnement ?

Il a été demandé aux répondants de sélectionner jusqu'à deux réponses



Source : Enquête Le Commerce en Transition Economist Impact, réalisée entre septembre et novembre 2023.

⁶ Ogunranti, Akinwumi. « The effect of recent coups in Africa on the African Continental Free Trade Agreement ». (« L'effet des coups d'État récents en Afrique sur l'Accord de Libre-Échange Continental Africain »). [https://www.afronomicslaw.org/category/analysis/effect-recent-coups-africa-african-continental-free-trade-agreement]

Bien que tout ait été mis en œuvre pour vérifier l'exactitude de ces informations, Economist Impact ne peut être tenu pour responsable de la confiance accordée par quiconque à ce rapport ou aux informations, opinions ou conclusions qu'il contient. Les conclusions et opinions exprimées dans le rapport ne reflètent pas nécessairement les vues du sponsor.